

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 10/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ELM

65, rue Saint Jean de Dieu
69007 Lyon

Références : UDR-SSDAS-24-147-CN
Code AIOT : 0006104159

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2024 dans l'établissement ELM implanté 190/192, Cours Lafayette 69003 Lyon. L'inspection a été annoncée le 05/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 23 mars 2023, l'exploitant a fait l'objet d'une visite d'inspection sur le thème Produits chimiques dans le cadre d'une opération coup de poing.

Puis, l'exploitant a connu deux accidents :

- Le 26 mai 2023, un incendie (probablement déclenché par des tiers à l'installation) ayant donné lieu à un arrêté préfectoral de mesures d'urgence en date du 6 juin 2023;
- Le 31 mai 2023, un déversement accidentel d'acide sulfurique 96% par un transporteur au niveau de la cuvette de rétention.

L'inspection a consisté à faire le point sur la situation en lien avec ces différentes thématiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELM
- 190/192, Cours Lafayette 69003 Lyon
- Code AIOT : 0006104159
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie urbaine ELM pour le site Lafayette est une installation classée pour la protection de l'environnement qui assure la production et la distribution de chaleur et de froid dans les réseaux collectifs pour le compte de la Métropole de Lyon.

Il s'agit d'un site qui relève de la directive sur les émissions industrielles pour les installations de combustion (Rubrique 3110 - chaudières fonctionnant au gaz n°1 et 2 / fioul domestique 4,5,6, régime de l'autorisation).

Sont également présentes sur le sites de installations relevant de la rubrique 2921 (tours aéroréfrigérantes, régime de l'enregistrement), des équipements de froids fonctionnant au R134a (rubrique 4802.2.a, régime de la déclaration) et une cuve de fioul domestique toujours en service de (300 m3).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Cette visite a également été l'occasion d'échanger sur le sujet des rejets atmosphériques de l'installation. Des non conformités ont été notées en décembre 2023 :

- sur la chaudière 4 : « problème de mesures » lors de l'autosurveillance ;

- sur la chaudière 5 : dépassement de la VLE Nox lors du contrôle annuel par un tiers indépendant.

L'exploitant explique que ces deux chaudières sont des chaudières de secours fonctionnant moins de 100 h/an. Le contrôle indépendant annuel a obligé au redémarrage de la chaudière 5. La valeur n'est donc pas nécessairement représentative.

L'inspection rappelle l'objectif du Plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération de Lyon de réduire les émissions canalisées et diffuses des installations industrielles soumises à la directive IED (Défi I.1.1). Cet objectif se décline pour les installations existantes dans l'obligation de viser les valeurs basses des niveaux d'émissions autorisés pour les meilleures techniques disponibles en NOx, PM, COV et si besoin SO2. Bien que l'installation Lafayette prévoit une cessation d'activité de ses chaudières à l'horizon 2030, cet objectif doit être poursuivi par l'installation.

Il est rappelé qu'une étude technico-économique est attendue à ce titre.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Suites inspection 2023 Incendie	AP de Mesures d'Urgence du 06/06/2023, article Remise en service (R. 512-70)	Demande d'action corrective	3 mois
4	Incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande d'action corrective	3 mois
5	Déplacement zone de dépotage	Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 1 al. 4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites inspection 2023 OCP produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	Sans objet
2	Suites inspection 2023 OCP produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de faire le point sur les suites de l'inspection "produits chimiques" de 2023 et des deux accidents survenus en mai 2023 (incendie et déversement accidentel d'acide sulfurique). Concernant la partie relative à la gestion des produits chimiques, l'inspection a pu relever que l'exploitant s'est mis en conformité avec les demandes de l'inspection en date du 20/04/2023. **Les points de non conformités peuvent donc être clôturés.**

En revanche, les inspecteurs ont noté que la zone de dépotage des produits chimiques a été déplacée sur la zone de dépotage du FOD. Un porter à connaissance ainsi qu'une mise à jour de l'étude de danger devaient être adressés par l'exploitant en septembre 2023.

L'inspection rappelle à l'exploitant cette exigence.

A la suite de l'incendie, des travaux de sécurisation et de remise en état sont encore en cours (fermeture de la grille sud, renforcement des moyens de détection incendie avec installations de nouvelles têtes, finalisation de la mise en conformité de l'installation électrique).

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un certain nombre de justificatifs (tels qu'exigés par l'APMU du 6 juin 2023), qui restent en attente de transmission à l'Inspection.

Par ailleurs, le besoin en eau en cas d'incendie et la capacité du site à assurer le confinement des eaux d'extinction sont apparues comme des données manquantes dans le dossier de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites inspection 2023 OCP produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection "produits chimiques" de 2023 il a été demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- de réaliser un contrôle et un test de bon fonctionnement des rétentions présentes sur son site,- d'établir un programme de contrôle et de maintenance en adéquation avec les enjeux de ces équipements. <p>Le 5 mai 2023, l'exploitant a répondu que :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les vannes d'obturation des rétentions font désormais l'objet d'un contrôle d'étanchéité annuel.- L'intégrité de la rétention "petite cour" fait l'objet de contrôles visuels réguliers. Par principe de précaution, le résinage étanche de cette cuve est refait régulièrement. La prochaine réfection de l'étanchéité de cette cuve est planifiée d'ici fin 2023.- La rétention de la cuve FOD est sous le niveau haut de la nappe phréatique. L'absence de remontée (infiltration) d'eau nous confirme l'étanchéité de cette rétention. L'exploitant indique que les tests d'étanchéités sont intégrés dans les opérations de maintenance. <p>Lors de la présente inspection, l'exploitant indique que les tests d'étanchéité des rétentions sont intégrés dans les opérations de maintenance. Les ordres de travail sont reçus par les opérateurs via un outil applicatif type GMAO (computerized maintenance management system). Pour effectuer le test, l'opérateur remplit d'eau en début de journée et revient constater le soir l'absence de fuite. De plus, l'exploitant nous indique que la résine de la petite cour n'a pas faite comme prévu fin 2023 en raison des travaux sur les installations de production de froid. Le contrôle visuel a été refait. Le résinage, effectué à titre préventif, est planifié prochainement (entre 2024 et 2025). La rétention de la petite cour a été nettoyée en début d'année.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à adresser à l'Inspection un exemple de test d'étanchéité et son compte-rendu.</p> <p>Le point de contrôle peut être clôturé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suites inspection 2023 OCP produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks de produits chimiques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant réalise un inventaire des stocks de produits chimiques sur un dossier en ligne partagé. Il est mis à jour une fois par semaine. Pour le FOD, l'exploitant effectue en plus un relevé de compteurs mensuels. L'inspection a examiné l'état des stocks en date du 23 mai 2024. L'inspection observe que l'exploitant s'est conformé à la demande de l'inspection de modifier son état des stocks afin que celui-ci reprenne tous les produits présents sur le site (produits chimiques, fioul ...) et de mettre en place une organisation pour que cet état des stocks soit mis à jour de manière rigoureuse. Le point de contrôle peut donc être clôturé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suites inspection 2023 Incendie

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 06/06/2023, article Remise en service (R. 512-70)
Thème(s) : Risques accidentels, Structures
Prescription contrôlée : Article 9 : Remise en service (R. 512-70) La remise en service des activités du site visées à l'article 2 est subordonnée à : <ul style="list-style-type: none"> - la transmission des éléments et études prescrites par le présent arrêté en particulier la conformité des installations électriques, la justification du fonctionnement des dispositifs de détection/protection incendie, la disponibilité des MMR lorsque ces équipements ont été affectés par l'incendie ; - la remise d'un dossier attestant de la remise en état de l'installation en toute sécurité et dans les règles de l'arrêté d'autorisation du site ; - la démonstration de la mise en œuvre de moyens matériels et humains adaptés et suffisants pour exploiter les installations en toute sécurité ; - la réparation des installations endommagées ; - la mise en œuvre des actions correctives identifiées dans le rapport d'accident ou dans les rapports d'expertise ; (...).
Constats : - Étude de structure : Un diagnostic des structures avait été demandé à l'exploitant. L'exploitant a adressé à l'inspection une étude de première urgence réalisée par la société RBS recommandant la mise en place d'étais et la nécessité d'étude sur les aciers et le béton. L'exploitant a transmis la demande d'étude de structure à la Métropole de Lyon en sa qualité de copropriétaire de l'immeuble. Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à adresser à l'Inspection l'étude de structure

approfondie.

- Remise en état :

Lors de la visite, les travaux de remise en état n'étaient pas totalement achevés. En particulier, la fermeture du porche côté sud en lieu et place de la grille à barreau ainsi que le traitement de la sortie de secours étaient prévus dans le rapport d'accident transmis par l'exploitant. L'exploitant indique que la sortie de secours et l'obstruction complète des grilles côté sud doivent être réalisées le 3 juin.

Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à adresser à l'Inspection des photographies de ces derniers travaux dès qu'ils seraient réalisés.

- Détection incendie :

L'exploitant a prévu de compléter le dispositif de détection incendie par l'ajout de tête de détection dans le local incendié.

Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à adresser à l'Inspection les devis de la société IES correspondants.

- Gestion des eaux d'extinction :

L'exploitant a procédé à une analyse de la qualité des eaux souterraines au droit du site ainsi que dans les puits autour de la tour Swiss life à proximité. L'exploitant indique que rien n'est ressorti de cette analyse. La présence de PFAS n'a pas été spécifiquement recherchée.

Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à adresser à l'Inspection le rapport de son bureau d'étude sur ce point.

- Gestion des déchets liés au sinistre (article 6) :

L'inspection n'a pas pu vérifier les justificatifs de l'élimination conforme des déchets présents sur le site suite au sinistre.

Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à adresser à l'Inspection les justificatifs.

- Installations électriques :

La remise en état des installations électriques était toujours en cours lors de la visite d'inspection. L'exploitant doit finir de nettoyer et de retirer les vieux câbles. Les travaux devraient se terminer pour l'automne pour la saison de chauffe.

Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à adresser à l'Inspection les tests de bon fonctionnement correspondants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant finalise la mise en conformité du site dans le respect des prescriptions imposées par

<p>L'APMU du 6 juin 2023.</p> <p>L'ensemble des justificatifs et éléments de preuve doivent être tenus à disposition de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. <p>Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ni la dernière étude de danger, ni le dossier de réexamen de l'exploitant ne précise le besoin en eau en cas d'incendie et le dimensionnement des rétentions associées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant d'effectuer ces calculs et de justifier qu'il dispose du débit minimum requis et de la capacité à contenir les eaux d'extinction sur le site, en s'appuyant sur les guides D9/D9A de 2001, mise à jour en 2020.</p>

Guide D9 : https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-36278-guide-cnpp-D9.pdf Guide D9A : https://www.actu-environnement.com/media/pdf/news-36278-guide-cnpp-D9A.pdf
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Déplacement zone de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2007, article 1 al. 4
Thème(s) : Situation administrative, Modification de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet du Rhône avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 31 mai 2023, l'exploitant a fait face à un déversement accidentel d'acide sulfurique 96 % dans la cuvette de rétention en raison d'une erreur de manipulation de la part du livreur lors de la connexion de son flexible sur la cuve.</p> <p>La zone de dépotage des produits chimiques a été déplacée d'une vingtaine de mètres vers la zone de dépotage FOD.</p> <p>L'exploitant s'était engagé à adresser un porter à connaissance à l'Inspection en septembre 2023, incluant notamment la description des installations, schémas PID, procédure d'exploitation, consigne de sécurité, procédure de dépotage, une évaluation des risques et des dangers avec mise à jour de l'étude de danger.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection enjoint l'exploitant à notifier à Madame la Préfète du Rhône et à l'Inspection des installations classées un porter à connaissance (PAC) sur le déplacement de la zone de dépotage des produits chimiques.</p> <p>Une mise à jour de l'EDD prenant en compte cette modification devra être incluse dans le PAC.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois